



MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION & D'ORIENTATION

Centre de formation

17 700 ST GERMAIN DE MARENCENNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

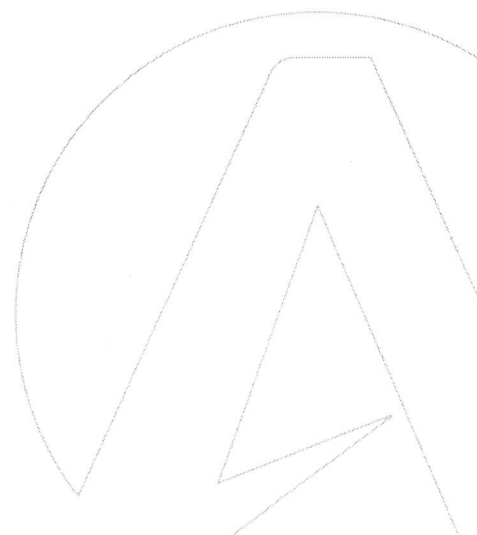
sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025

présenté à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 26 MARS 2026

5, rue Paul-Émile Victor - BP 50282
85007 **LA ROCHE-SUR-YON CEDEX**
02 51 37 07 78
adeciaaudit@adecia.fr

SARL ADECIA AUDIT au capital de 240 408 € | SARL de Commissaires aux comptes | Membre de la Compagnie
Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique | RCS LA ROCHE-SUR-YON 418 908 927 | TVA
intracommunautaire FR 31 418 908 927





MAISON FAMILIALE DE ST GERMAIN DE MARENCENNES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2025

A l'assemblée générale de l'Association MFR,

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **MAISON FAMILIALE RURALE** » relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2025** tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

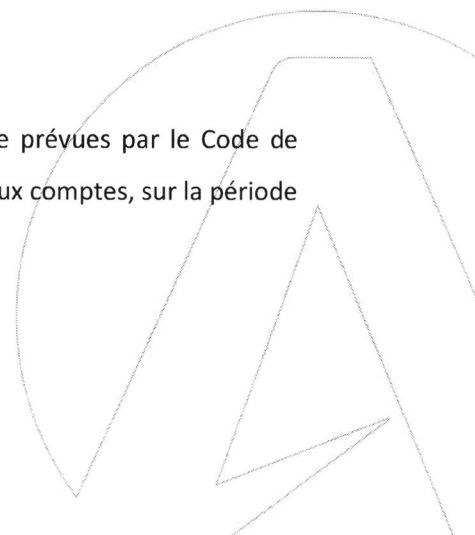
Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de mon rapport.





OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe légale des comptes annuels qui mentionne le nouveau règlement de l'ANC 2022-06 appliqué par l'association.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

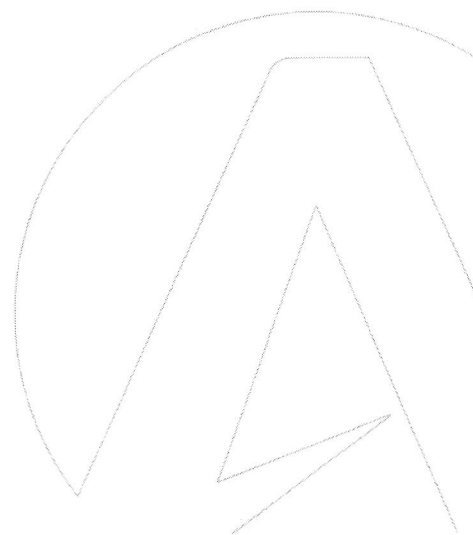
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Je me suis assuré de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière du Conseil d'Administration et les comptes annuels adressés aux membres.





RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultats d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

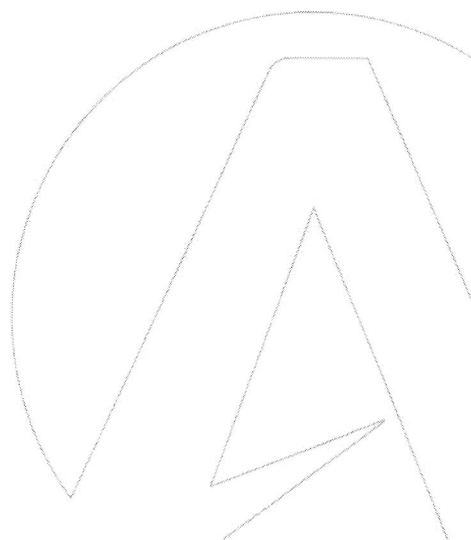


Fait à La Roche-sur-Yon,

Le 27 février 2026

Pascal BERNARD

Commissaire aux comptes



BILAN

EXERCICE Du 01/01/2025 Au 31/12/2025

ACTIF		Exercice : 2 025		Durée : 12 Mois		Exerc. : 2 024 12 Mois	
		BRUT	AMORT. PROV.	NET	% ACTIF	NET	% ACTIF
	CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE						
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	15 423	15 423			3 200	
	Frais d'établissement						
A	Frais de recherche et développement						
C	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	14 400	14 400			3 200	
T	Fonds commercial (1)						
I	Autres	1 023	1 023				
F	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	2 177 232	1 573 870	603 363	35	619 116	39
I	Terrains						
M	Constructions	1 887 858	1 386 488	501 370		544 127	
M	Instal. techniques, mat. et out. ind.	4 418	4 418				
O	Autres	239 695	182 964	56 731		74 989	
B	Immobilisations corporelles en cours	45 262		45 262			
I	Avances et acomptes						
L	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) :	30		30		30	
I	Participations	30		30		30	
S	Créances rattachées à des participations						
E	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	TOTAL I	2 192 685	1 589 292	603 393	35	622 346	39
A	STOCKS ET EN-COURS :	6 153		6 153		9 177	1
C	Matières premières et autres approv.	6 153		6 153		9 177	
T	En-cours de productions: biens et services						
I	Produits intermédiaires et finis						
F	Marchandises						
C	AVANCES ET ACPTEES VERSES /COMMANDES						
I	CREANCES (3) :	194 301	606	193 695	11	202 032	13
R	Créances clients et cptes rattachés	123 824	606	123 218		94 992	
C	Autres	70 478		70 478		107 040	
U	Capital souscrit-appelé, non versé						
L	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :						
A	Actions propres						
N	Autres titres						
T	DISPONIBILITES	927 777		927 777	53	745 685	47
C	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	6 128		6 128		7 362	
O							
R							
M	TOTAL II	1 134 360	606	1 133 754	65	964 257	61
P							
G							
T	CHARGES A REPARTIR S/ PLUS. EXERC. (III)						
U	PRIMES DE REMB. DES OBLIGATIONS (IV)						
E	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)						
L							
S							
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 327 044	1 589 898	1 737 146	100	1 586 602	100
	(1) Dont droit au bail						
	(2) Dont à moins d'un an						
	(3) Dont à plus d'un an						
	(4) Dont à plus d'un an						

EXERCICE Du

01/01/2025

Au

31/12/2025

PASSIF		Exercice : 2025	%	Exercice : 2024	%
		Durée: 12 Mois	PASSIF	Durée: 12 Mois	PASSIF
C	FONDS ASSOCIATIF SANS DROIT DE REPRISE	-77 877	-4	-77 877	-5
A	FONDS ASSOCIATIF AVEC DROIT DE REPRISE				
P	ECARTS DE REEVALUATION				
I	RESERVES				
T	Réserve indisponible				
A	Réserves statutaires ou contractuelles				
U P	Réserves réglementées				
X R	Autres				
O	Affectation au projet associatif				
P	REPORT A NOUVEAU	1 133 218	65	1 006 893	63
R	RESULTAT DE L'EXERCICE (Excédent ou déficit)	98 288	6	126 325	8
E	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	242 651	14	262 148	17
S	PROVISIONS REGLEMENTEES				
TOTAL I		1 396 280	80	1 317 489	83
P S					
R I	PROVISIONS POUR RISQUES			23 505	1
O O	PROVISIONS POUR CHARGES	26 179	2		
V N	FONDS DEDIES				
I S	TOTAL II	26 179	2	23 505	
D	EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES				
E	AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES				
T	EMPR. ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (2)	111 792	6	88 189	6
T	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	2 991		12 161	1
E	AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS				
S	DETTE FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	34 910	2	5 140	
(1)	DETTE FISCALES ET SOCIALES	40 368	2	36 218	2
	DETTE SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES			1 806	
	AUTRES DETTES				
C	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (3)	124 625	7	102 095	6
O R					
M E	TOTAL III	314 687	18	245 608	15
P G					
T U					
E L	ECARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)				
S					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		1 737 146	100	1 586 602	100
(1) Dont à plus d'un an					
Dont à moins d'un an					
(2) Dont concours banc. courants et soldes créd. de banques					
(3) Dont à plus d'un an					
Dont à moins d'un an					

20/02/2026:16:8

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en liste)

EXERCICE Du 01/01/2025 Au 31/12/2025

RUBRIQUES	Exerc.: 2 025 12 mois	Exerc.: 2 024 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		
Cotisations	6 500	6 550
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	638 859	672 032
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	645 359	678 582
Dont à l'exportation :		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	482 146	423 088
Reprises sur provisions (et amort.), transferts de charges	1 378	13 138
Utilisation de fonds reportés et de fonds dédiés		
Autres produits	6 852	85
TOTAL I	1 135 735	1 114 893
CHARGES D'EXPLOITATION (2) :		
Achat de marchandises (a)		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements (a)	101 858	95 455
Variation de stock	3 024	- 155
Autres achats et charges externes (*)	315 276	285 987
Impôts, taxes et versements assimilés	7 715	7 194
Salaires et traitements	427 714	411 684
Charges sociales	131 924	141 092
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
Sur immobilisations: dotations aux amortissements (b)	93 162	90 172
Sur immobilisations: dotations aux provisions		
Sur actif circulant: dotations aux provisions	606	608
Pour risques et charges: dotations aux provisions	2 674	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	14 575	2 875
TOTAL II	1 098 528	1 034 911
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	37 206	79 981
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN :		
Excédent attribué ou déficit transféré III		
Déficit supporté ou excédent transféré IV		
- redevances de crédit-bail mobilier		
- redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes aux exercices antérieurs		

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en liste)

EXERCICE Du 01/01/2025 Au 31/12/2025

RUBRIQUES	Exerc.: 2 025 12 mois	Exerc.: 2 024 12 mois
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances actifs immobilisé (3)	572	905
Autres intérêts et produits assimilés (3)	19 441	6 239
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits net s/ cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL V	20 014	7 144
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	2 051	2 370
Différences négatives de change		
Charges nettes s/ cessions de valeurs mobilières de placement		29
TOTAL VI	2 051	2 399
2. RESULTAT FINANCIER (V - VI)	17 963	4 745
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II +III -IV +V -VI)	55 169	84 726
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion		3 785
Sur opérations en capital	43 650	42 693
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL VII	43 650	46 478
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	531	4 372
Sur opérations en capital		507
Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL VIII	531	4 880
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	43 119	41 598
Participations des Salariés aux Fruits de l'Expansion (IX)		
Impôts sur les sociétés (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	1 199 398	1 168 515
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	1 101 110	1 042 190
EXCEDENT OU DEFICIT	98 288	126 325
(3) Dont produits concernant les entreprises liées		
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées		

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- * continuité de l'exploitation,
- * permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- * indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques,

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

Le PCG approuvé par arrêté ministériel du 22 juin 1999

la loi n° 83 353 du 30 Avril 1983

le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983

les règlements comptables :

- * 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
- * 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
- * 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
- * 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Changements de méthode

Pour la première application des règlements comptables 2002-10 et 2004-06, la société a opté pour un traitement prospectif.

Cette option n'a pas entraîné un impact sur les capitaux propres d'ouverture.

L'application des nouvelles règles comptables n'a pas entraîné pour la société d'impact sur la situation nette.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escompte de règlement.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Conformément aux nouveaux règlements, les amortissements comptables sont désormais calculés sur la durée réelle d'utilisation du bien.

Concernant les biens non décomposables à l'origine, il est fait application de la mesure de simplification consistant à amortir les biens sur les durées d'usage (avis 2005-D du 1er juin 2005 du Comité d'urgence du CNC)

Les durées d'usage retenues pour le calcul de l'amortissement sont les suivantes :

* Constructions	15 à 50 ans
* Agencements et aménagements des constructions	5 à 15 ans
* Installations techniques	1 à 10 ans
* Matériel et outillage industriels	1 à 10 ans
* Installations générales	1 à 10 ans
* Matériel de bureau et informatique	1 à 10 ans

La valeur résiduelle n'a été prise en compte pour aucun des éléments d'actifs compte tenu de l'absence de critères de fiabilité sur les valeurs attribuées.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE 2025

Rappel des effectifs : (au 31/12/2025)

		<u>4è / 3è</u>	<u>2nde</u>	<u>1ère</u>	<u>Term.</u>	<u>CAPA</u>
<u>Formation Initiale :</u>	84	58	12	4	5	
<u>Apprentis :</u>	42		12	7	18	12

Effectifs salariés : 15 (au 31/12/2025)

Femmes : 9 Ae-Ryun, Lucie, Maïa, Marie, Jany, Paula, Nadine, Solène, Céline.

Hommes : 6 Franck, David, Emmanuel, Olivier, Simon, Christophe.

Mouvement du personnel sur l'exercice :

Ex. Licenciement, Démission...

NOM PRENOM	date d'entrée	date fin de contrat	
HEBRARD Aubin	26/08/2025	12/10/2025	Démission
DISSEY Aline	06/01/2025	22/08/2025	Démission

Embauche et sortie dans l'année

NOM PRENOM	date d'entrée	date fin de contrat	
PLINET Lucie	25/09/2025	30/06/2024	CDD Remplct
GABORIAUD Olivier	25/08/2025		CDI

EVENEMENTS IMPACTANTS LE COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

EVENEMENTS IMPORTANTS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Changement de la SSI de la MFR et aménagement de l'atelier.

PROJET ASSOCIATIF

Projet d'association en cours de validation par le CA.

ENGAGEMENT EN MATIERE DE RETRAITE

L'association a constaté ses engagements en matière de retraite pour la somme de : **26 179 €**,
(vingt six mille cent soixante dix neuf euros).

ACTIF IMMOBILISE 2025

CADRE A : IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D TOTAL 1	14 400,00 €	- €	- €
Autres postes d'immo. Incorporelles TOTAL 2	1 022,58 €	- €	- €
Terrains			-
Constructions sur sol propre	937 758,28		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales, agencement.			
Installations techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agencements, aménagements, dives	926 285,68		23 813,64
Autres matériels de transport	26 010,49		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	218 791,39		5 132,89
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	-		45 262,09
Avances et acomptes			-
TOTAL 3	2 108 845,84 €	- €	74 208,62 €
Participations évaluées par mise en équivalence	30		-
Autres participations			-
Autres titres immobilisés			-
Prêts & autres immobilisations financières			
TOTAL 4	30,00 €	- €	- €
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	2 124 298,42 €	- €	74 208,62 €

CADRE B		2025	Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
			Par virement	Par cession		
IMMOBILISATIONS						
Frais d'établissement R&D		TOTAL 1	- €	- €	14 400,00 €	- €
Autres postes d'immo. incorporelles		TOTAL 2	- €	- €	1 022,58 €	- €
Terrains					-	
Constructions		sur sol propre			937758,28	
		sur sol d'autrui				
		Inst. gales., agents. et am. const.				
Installations techniques matériel et outillage						
Autres immo. corporelles		Inst. gales., agents., aménagement divers			950099,32	
		Matériel de transport			26010,50	
		Matériel de bureau & informatique		5 821,69	218102,59	
		Mobilier				
Immobilisations corporelles en cours					45262,09	
Avances & acomptes						
		TOTAL 3	- €	5 821,69 €	2 177 232,78 €	- €
Participations évaluées par mise en équivalence					30,00	
Autres participations					-	
Autres titres immobilisés				-		
Prêts & autres immobilisations financières					-	
		TOTAL 4	- €	- €	30,00 €	- €
		TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	- €	5 821,69 €	2 192 685,36 €	- €

AMORTISSEMENTS 2025

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et développement		11 200,00	3 200,00		14 400,00
Autres immobilisations incorporelles		1022,58			1022,58
Terrains					
Constructions	sur sol propre	777 914,11	13 772,46		791 686,57
	sur sol d'autrui				
	installations générales	547 711,21	52 798,29		600 509,50
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisation corporelles	installations générales				
	matériel de transport	26 010,50			26 010,50
	matériel de bureau	89 061,34	11 419,30	4 369,69	96 110,95
	mobilier	57 518,35	11 971,55	1 452,00	68 037,90
TOTAL 3		1 498 215,51 €	89 961,60 €	5 821,69 €	1 582 355,42 €
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)		1 510 438,09 €	93 161,60 €	5 821,69 €	1 597 778,00 €

PROVISIONS 2025

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Provisions fiscales pour implant.à l'étranger				
Provisions fiscales pour implant.à l'étranger				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL 1	- €	- €	- €	- €
Provisions pour litiges				
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pertes de marché à terme				
Provisions amendes & pénalités				
Provisions pertes de change				
Provisions pensions & obligations				
Provisions pour impôts				
Provisions renouvellement des				
Provisions grosses réparations				
Provisions charges sociales et fiscales sur				
Autres provisions pour risques et charges	23 505	2 674		26 179
TOTAL 2	23 505,00 €	2 674,00 €	- €	26 179,00 €
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations titres équivalence				
Immobilisations financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients N° 491	1 378,00	606,00	1 378,00	606,00

Autres pour dépréciations N° 495						
TOTAL 3		1 378,00 €	606,00 €	1 378,00 €	606,00 €	-
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)		24 883,00 €	3 280,00 €	1 378,00 €	26 785,00 €	
dont	- d'exploitation		3 280	1 378		
dotations	- financières			-		
et reprises	- exceptionnelles		-			
Titres mis en équivalence						

ECHEANCES, CREANCES et DETTES 2025

CADRE A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Clients douteux ou litigieux		606,00	606,00	-
Autres créances clients		123 217,72	123 217,72	
Créances r. de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		72,42	72,42	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	29 965,00	29 965,00	
	Divers	37 848,73	37 848,73	
	Groupe et associés (comptes débiteurs)	1 529,81	1 529,81	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		1 061,81	1 061,81	
Charges constatées d'avance		6 128,21	6 128,21	
TOTAL		200 429,70 €	200 429,70 €	- €
Montant des	prêts accordés en cours d'exercice			
	remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés				

ECHEANCES, CREANCES et DETTES 2025

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine		-		
	à plus de 2 ans à l'origine	111 681,51	31 821,23	71 587,33	8 272,95
Emprunts et dettes financières divers		960,93	960,93		
Fournisseurs et comptes rattachés		34 910,48	34 910,48		
Personnel et comptes rattachés		6 907,04	6 907,04		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		32 944,71	32 944,71		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Taxe sur valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	516,10	516,10		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés		2 140,94	2 140,94		

Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)			-		
Dettes représentative de titres emp.	-		-		
Produits constatés d'avance	124 625		124 625		
TOTAUX	314 686,71		234 826,43	71 587,33	8 272,95
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	22 447,25				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques					

Charges et produits constatés d'avance 2025

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	6 128,21 €	124 625,00 €
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	6 128,21 €	124 625,00 €

Détails des charges constatées d'avance à la clôture de l'exercice :

TILT DIGITAL	390,00 €
CEMIS - AITEC Alarme incendie	235,00 €
ORANGE : 0546071001	184,00 €
ORANGE : 0546353817	80,76 €
ORANGE Business	207,13 €
LE CEDRE	240,60 €
M. FORT Gilles	288,00 €
BNP Paribas / 1er T. 2025	4 502,72 €

6 128,21 €

Détails des produits constatés d'avance à la clôture de l'exercice :

PCA / FACTURE 4ème 25/26	31 808,00 €
PCA / FACTURE 3ème 25/26	34 636,00 €
PCA / FACTURE 2nde Pro. 25/26	10 738,00 €

PCA / FACTURE 2nde Pro. Apprentis 25/26	2 290,00 €
PCA / FACTURE 1ère Bac. Pro. 25/26	6 979,00 €
PCA / FACTURE 1ère Bac. Pro. Apprentis 25/26	1 795,00 €
PCA / FACTURE Term. Bac. Pro. 25/26	6 205,00 €
PCA / FACTURE Term. Bac. Pro. Apprentis 25/26	6 222,00 €
PCA / FACTURE CAP Apprentis 25/26	2 632,00 €
PCA / OCAPIAT Frais Form. - Autres	21 320,00 €
	124 625,00

Engagements financiers 2025

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements en matière de retraite	26 179
Autres engagements donnés :	
Engagements en matière de crédit-bail	
TOTAL	26 179,00 €
(1) dont concernant :	
• les dirigeants	
• les filiales	
• les participations	
• les autres entreprises liées	
• les engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
-------------------	---------

Plafonds des découverts autorisés CE	-
Plafonds des découverts autorisés CREDIT MUTUEL	-
Avals et cautions reçus	
Autres engagements reçus :	
Biens reçus en crédit-bail	
TOTAL	- €

Dettes garanties par des sûretés réelles 2025

	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	111 630,47
Emprunts et dettes financières diverses :	
TOTAL	111 630,47 €

- Garanties bancaires prises sur les emprunts en cours
 - Autres engagements donnés par l'association
- Emprunt de la FD(17) : caution à hauteur de : 2 000 €.
- Autres engagements reçus par d'autres associations

ANNEXE COMPTABLE : CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (art. 431-9 du Règlement)

La MFR doit fournir une information sur les montants des concours publics et les subventions d'exploitation qui lui ont été octroyés dans l'exercice en distinguant :

La nature du concours ou de la subvention octroyé soit concours public ou subvention d'exploitation
(cf doc intranet Plan comptable des MFR fiche explicative des comptes p 41-42)

N° CPTÉ	NATURE	CONCOURS PUBLIC	Destination du versement	MONTANT
74111	Taxe d'Apprentissage			11 176 €
74113	Organisation des examens	Subventions (hors Ministère de l'Agriculture)		
74118	Autres subventions de l'Etat	Subventions (hors Ministère de l'Agriculture)		
74181	Subventions de fonctionnement	Subventions (Ministère de l'Agriculture)	Subv. Fonction Elèves	378 720 €
74188	Autres subventions du Ministère de l'Agriculture	Subventions (Ministère de l'Agriculture)	Subvention visites médicales	810 €
744200	Subv Fonct App	Subventions (Conseil Régional)		
744212	Subv Fonct App	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		
744213	Subv Fonct FC	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		
744214	Autres Subv Fonct	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		
744261	Aide à la mobilité Scolaire	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		2 918 €
744262	Aide à la mobilité des apprentis	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		33 126 €
744263	Aide à la mobilité des stagiaires FC	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS	SUBV.REGION - Aide mobilité Apprentis	
744271	Fonds Social scolaire	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		
744272	Fonds Social apprentis	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		
744281	Autres aides aux scolaires	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS	SUBV. REGION - VE 2nde PARIS	3 600 €
744282	Autres aides aux apprentis	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS	Subv. AAP Carte Apprentis. + Subv. REGION - VE 2nde PARIS	47 800 €
74431	Subv CD des scolaires	Subventions (Conseil Départemental)	Subv. Action Accompagn 4è/3è	3 570 €
74432	Subv CD des apprentis	Subventions (Conseil Départemental)		
74433	Subv CD des stagiaires FC	Subventions (Conseil Départemental)		
7444	Subventions Communes & Groupements	Subventions Communes & Groupements		
74461	sub°organisme internation. scol	Subventions organismes internationaux		
74462	sub°organisme internation. apprentis	Subventions organismes internationaux		
74463	sub°organisme internation. FC	Subventions organismes internationaux		
74481	Subv Chambre Agriculture	Autres organismes publics		
74482	Subv MSA	Autres organismes publics		
74489	Autres subv organismes publics	Autres organismes publics	Subv. UDAF	426 €
7448		Autres Subventions d'exploitation		
			TOTAL	482 146 €

[illegible]

ANNEXE COMPTABLE : TABLEAU DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (C.V.N.)

C.V.N. : LA CONTRIBUTION BENEVOLE				
bénévolat	prestation et description	convention (oui/non)	date(s)	temps en jours
Concernant l'association MFR	6 réunions de Conseil d'Administration	Oui	28/01 - 11/03 - 08/04 - 03/06 - 09/09 - 28/10	2

C.V.N. : LA CONTRIBUTION MECENAT DE COMPETENCES			
mécénat de compétences	prestation (descr°)	convention (oui/non)	date(s)
/			
			temps en jours

C.V.N. : LE DON EN NATURE		
particulier / entreprise donatrice	nature du don	date
Boulangerie St Pierre	Don journée sportive : 150 €	22/04/2025

C.V.N. : PRÊT DE TERRAIN, DE LOCAL ou MATERIEL à titre gracieux		
prêteur	nature du prêt	date début/date fin
Mairie de St Pierre-la-Noüe	City stade et terrain de foot en herbe	08/01/25 ou 19/12/25

En application de l'article 211-4 du règlement ANC 2018 ,

la MFR de St Germain de Marennes estime que la présentation des CVN n'est pas compatible avec son objet ou ses principes de fonctionnement. En effet, agissant dans le cadre associatif sur la base du volontariat, l'activité bénévole concourt à la mission et à l'objet de l'association sur un principe arrêté par le règlement intérieur de l'association MFR, article 2 qui précise que le Conseil d'administration est « formé de membres de l'association qui s'engagent à participer activement à la marche de la Maison Familiale Rurale et porte le souci du développement de la Maison Familiale Rurale et de la participation active des familles à la vie de l'association.... Le Conseil d'administration est l'expression de la volonté des parents... Il est garant du maintien du caractère familial de l'association et de la prépondérance du rôle des familles dans la marche de la Maison Familiale Rurale. » Dès lors, il n'est pas opportun ni compatible de comptabiliser les contributions volontaires en nature pour ce qui est de la participation des bénévoles.

- **Information sur la nature et l'importance des CVN**

Le temps consacré par les bénévoles, administrateurs ou non, dans le cadre de participation à des ateliers d'animation, à l'encadrement de sorties, à des témoignages, à l'accompagnement, à es séances de commissions ou conseils d'administration etc..., certaines prestations en nature de la part de partenaires de la MFR (interventions d'un chef d'entreprise, d'un syndicat professionnel...), quelques dons en nature consommés en l'état (dons d'ordinateurs par une entreprise...) participent par nature aux contributions volontaires au bénéfice des jeunes et des familles dans une moindre mesure.



MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION & D'ORIENTATION

Centre de formation

17 700 ST GERMAIN DE MARENCENNES

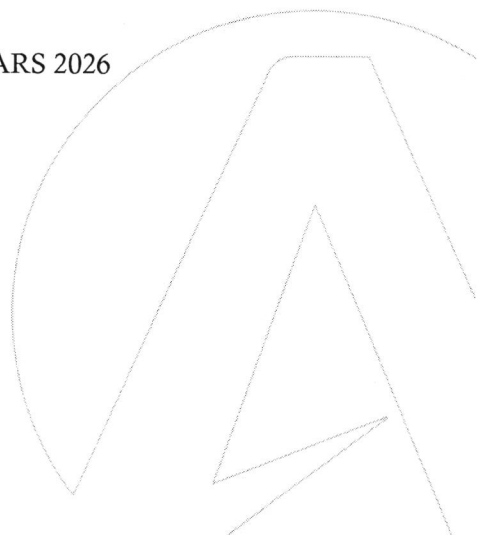
RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

présenté à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 26 MARS 2026

5, rue Paul-Émile Victor - BP 50282
85007 **LA ROCHE-SUR-YON CEDEX**
02 51 37 07 78
adeciaaudit@adecia.fr

SARL ADECIA AUDIT au capital de 240 408 € | SARL de Commissaires aux comptes | Membre de la Compagnie
Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique | RCS LA ROCHE-SUR-YON 418 908 927 | TVA
intracommunautaire FR 31 418 908 927





MAISON FAMILIALE DE ST GERMAIN DE MARENCENNES

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31/12/2025

À l'Assemblée générale de l'association MFR,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre société, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

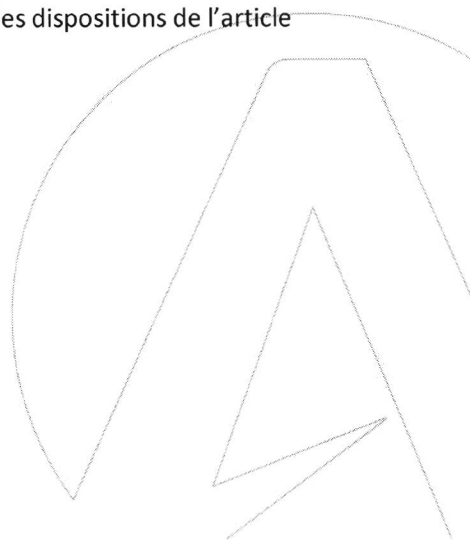
Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.



CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conformément aux dispositions statutaires de votre société, j'ai été informé que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Personnes Concernées :

- Votre Conseil d'Administration

Nature et Objet :

- Indemnisation des kilomètres effectués pour votre association avec leurs véhicules personnels

Modalités :

- Montant pris en charge sur l'exercice : 1 504.80€

Fait à La Roche-sur-Yon,

Le 27 février 2026

Pascal BERNARD

Commissaire aux comptes

